

Rexel SA

**Rapport des commissaires aux comptes sur
l'émission d'actions ordinaires et/ou de
valeurs mobilières donnant accès au capital
de la société réservée aux adhérents d'un
plan d'épargne d'entreprise**

**(Assemblée Générale Mixte du 20 avril 2023 -
résolution n°21)**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

(Assemblée Générale Mixte du 20 avril 2023 - résolution n°21)

Rexel SA
13, boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris

Aux Actionnaires de la société Rexel SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilière donnant accès à des titres de capital à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise ou de groupe établi en commun par la Société et les entreprises en France ou en dehors de France qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail pour un montant maximum de 2% du capital de la société, apprécié au jour de l'utilisation de la présente autorisation, étant précisé que :

- Ce montant, y compris celui issu des émissions réalisées en vertu de la 21^{ème} résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 21 avril 2022 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la 22^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 20 avril 2023) ne pourra excéder ce plafond ;
- Ce montant s'imputerait sur le plafond global fixé à la 16^{ème} résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 22 avril 2021 ou à toute résolution de même nature qui viendrait s'y substituer ;

opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 8 mars 2023

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Amélie Wattel

Pierre Clavié

Eric Jacquet